

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Contre le Front unique (L.-O. Frossard). — Nansen (Amédée Dunois). — La Semaine Internationale (R. Pelletier). — Une épuration nécessaire (L. Péro).

Comment on devient communiste (Ch. Massart). — Front unique et syndicalisme (P. Delessalle). — Liebknecht dans sa prison (H'y Guillain). — Bibliographie (J.).



PORTONS SECOURS A NOS FRÈRES DE RUSSIE



Dr Nansen

Contre le Front Unique

J'AI suivi avec le plus grand soin les discussions qui se sont produites dans notre Parti, à propos du front unique. Je ne serai point démenti, si j'affirme qu'elles témoignent d'une grande confusion dans les esprits. Chez les partisans comme chez les adversaires du front unique, des affirmations identiques procèdent d'idées souvent fort différentes. Je voudrais simplement aujourd'hui mettre un peu de clarté dans un débat important que n'épuisera pas le Comité Exécutif élargi dont les séances vont s'ouvrir ces jours-ci à Moscou.

Qu'est-ce que le front unique ? Comment faut-il l'entendre ? Le principe une fois établi, à quelles conclusions d'ordre pratique pouvons-nous être conduits ? Telles sont, à mon sens, les questions qu'il convient de poser d'abord.

Si j'en crois certains de nos amis, ce n'est pas seulement dans les résolutions du troisième Congrès mondial de l'Internationale Communiste qu'il faut chercher l'origine du front unique. A leur avis, elle remonte au Manifeste communiste et le front unique, selon eux, était inclus déjà dans la formule de Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

Notre excellent ami Aussoleil nous a remontré, l'autre jour, que nous le pratiquons sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose. Il paraît même qu'il nous arrive de l'élargir jusqu'à M. Léon Daudet ! Quant à Dunois faisant état de l'opposition au front unique, pour des raisons d'ordre national, de certains camarades du Parti français, il nous rappelle opportunément que « les problèmes internationaux ne sauraient être envisagés que dans un esprit international ». Je suis, sur ce point, d'accord avec Dunois. J'observe d'ailleurs que la question n'est plus entière. La thèse de l'Exécutif, dans son paragraphe 24, assigne à la Conférence de Moscou, non pas un rôle de discussion théorique, mais un mandat précis de mise en œuvre d'une tactique dont le principe a été déjà résolu par l'affirmative. Il s'agit, suivant la thèse, « de déterminer le travail ébauché ». D'autre part, à

diverses reprises, des propositions d'action commune ont été faites à l'Internationale deux et demi et à la Fédération Syndicale d'Amsterdam. Enfin, récemment, à Berlin, des négociations ont été engagées par Radek, représentant de l'Exécutif, avec Fritz Adler, secrétaire de l'Union des Partis Socialistes de Vienne. C'est d'ailleurs Radek lui-même qui, dans la *Correspondance Internationale*, a, le premier, le plus complètement exposé les raisons pour lesquelles l'Internationale a été conduite à proposer à ses sections le mot d'ordre du front unique. « On ne peut pas, a-t-il écrit, depuis 1919, compter sur un grand mouvement révolutionnaire en Europe à brève échéance, et la tâche immédiate de l'Internationale Communiste n'est pas l'organisation d'un nouvel assaut contre la société bourgeoise, mais la préparation et l'entraînement des forces qui donneront un jour cet assaut ». Il ajoute : « Il se peut que dans les pays où les organisations des masses social-démocrates ont poussé de profondes racines, les Partis communistes soient absolument incapables de gagner la majorité de la classe ouvrière avant la prise du pouvoir par les social-démocrates et que seule, l'expérience des gouvernements socialistes puisse convaincre la majorité des travailleurs de la nécessité d'une politique communiste. »

Nous ne retiendrons pas pour l'instant les hypothétiques vues d'avenir de notre camarade Radek. Nous enregistrons que l'Internationale ne croit pas à de proches éventualités révolutionnaires et nous pensons avec elle que dans la période de transition où nous sommes, la politique des Partis communistes doit se saisir des réalités immédiates, pour arracher les masses à leur indifférence et à leur apathie. Mais voici que tout de suite, nous touchons à un point délicat toujours controversé. Il s'agit d'aller aux masses. Comment ? Avec ou sans les chefs des Partis dissidents, des organisations syndicales réformistes ? Notre ami Rappoport, qui défend le front unique, ne le conçoit que sans les chefs. Il est aisé d'établir que sa conception est en opposition formelle avec celle de l'Internationale. Le para-

graphie 20 de la thèse de l'Exécutif souligne nettement cette opposition : « En proclamant la devise du front unique et en admettant les accords des diverses sections ou les Partis et syndicats des Internationales deux et deux et demi, il va de soi que l'Internationale Communiste ne peut pas renoncer à de pareils accords dans le domaine international. » Le front unique, par conséquent, comporte, selon l'Internationale elle-même *des accords formels avec des Partis et des Centrales syndicales*. Il résulte au surplus, d'un discours de Zinoviev, comme de nombreux documents de source officielle, qu'en ce qui concerne ces dernières, les *organisations ouvrières chrétiennes* peuvent et doivent être invitées à entrer dans les cartels prévus.

Ce premier point, donc, doit être mis hors de discussion. *Le front unique se fait avec les chefs* pour atteindre plus sûrement les masses.

On ne saurait prétendre qu'il n'ait d'autre objet que des actions de masses. La preuve peut être donnée sans difficulté qu'il aboutit à des actions électorales, parlementaires et même gouvernementales. Dans le discours de Zinoviev qui constitue le commentaire fidèle de la thèse de l'Exécutif, notre camarade rappelle que le Parti bolchevik, « dans les cas de ballottage a toujours opté pour le moindre mal ». On le voit, la résolution de Marseille sur la tactique électorale aura besoin, si la thèse de l'Exécutif est adoptée, d'une révision immédiate. Elle interdit au Parti de choisir entre ses adversaires. Le front unique exige qu'infériorisé au premier tour, il apporte son désistement aux Partis voisins, dissident ou radical.

Zinoviev affirme que cela ne saurait nous amener « à présenter, en période électorale des listes communes ». Mais son affirmation vient de recevoir un premier démenti.

Le Parti Communiste de Zurich, en vue de prochaines élections municipales, a engagé des pourparlers avec les Partis de démocratie, *pour constituer cette liste commune* dont la prévoyance de Zinoviev prétendait écarter de nous le péril. L'Exécutif a sanctionné de son approbation une décision récente du Parti Communiste allemand qui a reconnu possible « de soutenir un gouvernement ouvrier unique ». Une résolution de l'Internationale sur la question des réparations s'exprime du reste, sur ce point, de la

façon suivante : « La question de la participation des communistes allemands à un gouvernement ouvrier n'est qu'une question d'opportunité et non pas de principe, puisque cette unité de front du prolétariat aura lieu sans distinction de Parti y compris les Associations ouvrières chrétiennes. L'entrée des ouvriers appartenant à ces Associations chrétiennes dans un gouvernement ouvrier ne doit pas être repoussée par les communistes. »

J'ai le droit de dire que le front unique, dans certaines conditions et sous certaines réserves, mène tout droit à une sorte de participation gouvernementale. Rappoport, toujours subtil, prétend qu'il n'est point question d'une accession au pouvoir dans les circonstances ordinaires de la vie parlementaire. Il l'envisage comme la conséquence d'un mouvement de masses. Rappoport se trompe. En Thuringe, un gouvernement de coalition socialiste, reçoit l'appui constant des élus communistes. En Suède, la fraction communiste constitue l'appoint indispensable à la majorité de M. Branting, et aux élections dernières, l'apparement s'est fait entre les listes socialistes et les listes communistes. L'hypothèse ne peut être exclue que dans un pays donné, par le jeu légal des institutions, une majorité composée de social-démocrates et de communistes, ne soit un jour victorieuse. Un gouvernement ouvrier pourrait alors prendre le pouvoir en conformité même des thèses de l'Exécutif.

Il me sera permis de poser désormais en fait, que *le front unique organisé avec les chefs conduit à l'emploi de moyens électoraux, parlementaires, gouvernementaux pour des actions dont le développement nécessitera non des accords provisoires et momentanés, mais des alliances permanentes et de longue durée.*

Il nous est arrivé d'émettre la crainte que l'unité d'action ne conduise rapidement à l'unité d'organisation. La thèse de l'Exécutif laisse cette crainte entière. Son paragraphe 19 propose à l'Internationale les résultats de l'expérience bolchevick. Il rappelle qu'après la première scission de 1905, les événements amenèrent les bolchevicks à se rapprocher des menchevicks. « Entre 1905 et 1912, date de la seconde scission formelle, des unifications et des semi-unifications se produisirent ». La thèse les explique par « la pression directe des grandes couches des ouvriers qui se réveillaient à la vie politique active et qui, à proprement parler, exigeaient qu'on leur donne la

possibilité de vérifier par leur propre expérience si, réellement, les voies du bolchevisme divergent avec les voies révolutionnaires ».

Loin de moi la pensée que l'Internationale prépare des « unifications » ou des « semi-unifications ». J'observe seulement qu'elle nous y expose. La « pression directe des grandes couches des ouvriers » peut déterminer l'unité organique après l'unité d'action. Il suffit de circonstances favorables, par exemple une réaction sévère, ou de rencontres d'intérêts comme il s'en produit dans les pays dits démocratiques au moment des consultations électorales.

Avant de présenter les arguments que j'oppose au front unique, il m'a semblé indispensable de débayer le terrain de la discussion. C'est fait. Le front unique que je discute n'est pas celui d'Aussoleil, ni celui de Rappoport. Il n'est pas davantage celui de la droite du Parti qui le considère comme une tactique capable d'aider à remettre en question l'œuvre de Tours. Il est le front unique tel que l'International Communiste le conçoit et le définit ; tel qu'il résulte à la fois de la thèse de l'Exécutif, des commentaires de Zinoviev et de Radek, de la pratique de Thuringe et de Suède. Je crois avoir précisé ses caractéristiques et du même coup fait apparaître quelques-uns de ses aboutissants.

— Soit, m'objecte-t-on. Mais vos arguments portent contre ses modalités, ils n'en affaiblissent pas le principe. Adhérez au principe et réservez pour le Parti le droit d'examiner les modalités.

Je ne sais pas que le principe ait fait l'objet de controverses. Lorsque nous proclamons le Parti Communiste seul parti politique de la classe ouvrière, n'est-ce point au nom du principe de l'unité de front ? Mais s'agit-il ici d'une vue théorique ou d'une méthode d'action ? Dans ce dernier cas, la question des modalités n'est-elle pas au fond tout le débat ? Le principe du front unique exprime une vérité socialiste élémentaire. Je n'éprouve pas plus le besoin de la discuter qu'il ne me viendrait à l'esprit de soumettre à des vérifications nouvelles tel ou tel axiome de géométrie, telle ou telle constatation cent fois assurée par la science. La classe ouvrière est *une*. Nos efforts doivent tendre à *unifier* sa bataille. Voilà le principe. En quoi importe-t-il à la discussion actuelle ? Vous voulez que j'adhère ? Bien, j'adhère ! Et après ? La thèse de l'Exécutif

reste entière. Notre désaccord n'est point atténué. Quent aux modalités, n'oubliez pas qu'elles seront fort différentes suivant les pays.

Supposez, en effet, que les pourparlers actuellement en cours entre les trois Internationales politiques aboutissent à brève échéance. Une Conférence de tous les Partis prolétariens du monde se réunira. Ecartant les sujets de division et de heurts, elle recherchera les bases d'un accord, elle en établira le programme, puis elle confiera aux Partis nationaux le soin de poursuivre à l'intérieur de chaque pays la réalisation de ce programme. Que se passera-t-il alors en France ? Nous aurons souscrit à des revendications *communes*, dissidents et communistes, pris *ensemble* des engagements. La Conférence Internationale terminée, nous rentrerons à Paris et *ensemble* nous nous occuperons des voies et moyens, *ensemble* nous les mettrons en œuvre. Cela suppose un organisme spécial chargé de la confrontation des points de vue et de l'organisation des campagnes à mener.

Eh bien ! mais nous avons déjà vu cela en France ! Les aînés se souviennent ! Vers 1898-99, un Comité groupait ainsi pour des buts immédiats les représentants de toutes les organisations socialistes nationales, depuis les possibilistes jusqu'aux blanquistes et aux guesdistes. Il s'appelait le *Comité Général des organisations socialistes françaises*. Il avait même, si je ne m'abuse, Aristide Briand comme secrétaire !

Rien de nouveau sous le soleil !
Voulez-vous recommencer l'expérience ?
Proposez vous autre chose ? Quoi ?

Cet article est déjà long. Je demanderai aux lecteurs du *Bulletin* la permission de reprendre ma discussion la semaine prochaine.

L.-O. FROSSARD.

UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez
24 francs, vous sauvez la vie d'un
affamé russe. — NANSEN.

Cotisez-vous ! Souscrivez !

NANSEN

Fridtjof Nansen fera vendredi soir dans la grande salle du Trocadéro, une conférence publique, accompagnée de projections lumineuses sur la famine en Russie. Appelé en France par les femmes au grand cœur qui ont fondé et qui dirigent le *Comité de Secours aux Enfants d'Europe* dont l'existence et le labeur sont comme une vivante protestation contre la carence égoïste et la lâcheté masquée des belles dames de la Croix-Rouge française, Nansen va tenter d'émouvoir, au profit de son œuvre, une opinion publique qui n'est plus guère, hélas ! qu'un monstrueux amas de préjugés.

Puisse-t-il y réussir ! Persuadons-nous qu'il y réussira ! Ne sommes-nous pas de ceux qui se refusent à désespérer jamais, ne fût-ce que d'un seul être au monde ? La grandeur d'un Nansen, le haut exemple qu'il nous donne, c'est de n'avoir pas un instant perdu l'espérance et l'amour. C'est d'avoir, presque au terme d'une carrière, qui pouvait suffire à sa gloire, osé entreprendre une œuvre gigantesque — le sauvetage de trente millions d'hommes — auprès de laquelle pâlit, j'ose le dire, la splendide équipée du *Fram* — comme les vingt volumes des *Rougon* ont pâli auprès des vingt pages de *J'Accuse*.

Pour l'apologie d'un tel homme, les mots manquent de puissance et de vie ; il faut faire parler les faits. Il faut dire qu'il est, ce qu'il a réalisé dans l'ordre des connaissances exactes ; il faut que les exploits prestigieux d'explorateur arctique de celui dont le nom est aujourd'hui sur les lèvres de tous ceux qui aiment l'humanité, deviennent aussi populaires que son nom. La place m'est malheureusement très mesurée et je dois faire tenir en quelques lignes un récit qui demanderait des pages.

Fridtjof Nansen est né à Christiania, il y a un peu plus de soixante ans (1861). Tout jeune il se sentit attiré par le blanc mystère du pôle et, par des études scientifiques très poussées et de rudes exercices corporels, il se prépara à la carrière d'explorateur. A vingt ans, il prend part à une campagne de pêche sur un baleinier, mais ce n'est encore là qu'un prélude. Il était devenu conservateur du musée de Bergen et se livrait, en attendant mieux, à des travaux zoologiques, quand, en 1888, repris par la hantise des régions glaciaires, il repart, traverse le Groenland de part en part, d'Ilmivik à Godthaab, — immense plateau glacé de trois mille mètres d'altitude où le baromètre descend jusqu'à cinquante degrés au-dessous de zéro.

Mais il restait insatisfait. Quelques années plus tôt, on avait retrouvé au sud-ouest du Groenland des objets ayant appartenu à l'équipage de la *Jeannette*, un navire américain qui,

ayant été pris dans les glaces en 1879, avait dérivé avec elles, d'est en ouest, pendant deux ans jusqu'au jour où la pression des glaces l'écrasa. De cette lugubre trouvaille, Nansen avait conclu à une dérive régulière, à un courant marin reliant les côtes sibériennes à l'est aux côtes du Groenland à l'est. Il fallait vérifier l'hypothèse : Nansen se proposa. Il s'agissait de se confier à la glace voyageuse, à la banquise, et de se faire transporter par elle, comme l'avaient été les débris de la *Jeannette*. Il fit construire un bateau, assez puissant pour résister à la pression des glaces : il lui donna le nom de *Fram* : cela signifie : *En avant* !

En août 1893, accompagné de douze collaborateurs choisis, le *Fram* partit. Il contourna la côte septentrionale de la Norvège, cotoya la côte sibérienne jusqu'aux îles Triakhov, non loin de l'embouchure de la Léna, où il arriva à l'automne. Là il s'abandonna aux courants, dérivant dans toutes les directions pendant l'été, et dans la direction de l'ouest pendant l'hiver. Au début de 1895, il atteignait 84° de latitude (le pôle est à 90°). Le pôle n'était plus guère qu'à 600 kilomètres ! Nansen alors se décida. Avec Johansen, il quitta le *Fram* pour s'avancer, en skis, dans la direction du nord. Le 7 avril 1895, ils atteignaient 86° 4' lat., à environ 415 kilomètres du pôle. Ne pouvant aller plus avant, ils rétrogradèrent, gagnèrent, pour y passer l'hiver, la Terre François-Joseph et rencontrèrent, au printemps de 1896, l'explorateur anglais Jackson qui les ramena en Norvège (août 1896). Presque au même moment, le *Fram*, conduit par Sverdrop, réussissait à s'évader de la banquise et à regagner la Norvège.

Tel est l'homme qui a entrepris d'arracher aux affres de la faim et de la mort plus de trente millions d'hommes. Nansen n'est pas communiste ; il n'obéit pas aux commandements de la solidarité politique ; il n'a au cœur que la « charité du genre humain ». Rien de ce qui touche à l'humanité vivante — et qui souffre parce qu'elle vit — ne lui est étranger. En un temps que la guerre impérialiste a rejeté dans les bas-fonds de l'égoïsme et de la haine, au temps des Poincaré, des Clemenceau, des Lloyd George et autres mal-fauteurs internationaux, il dit aux hommes qui souffrent : « Ayez pitié les uns des autres ! » Et non content d'avoir dit, il prêche d'exemple. Des hommes comme celui-ci sont au-dessus de l'humanité commune. Ils rejoignent le communisme par le cœur. Le communisme s'en souviendra. Les communistes saluent aujourd'hui en Nansen, héros de la foi scientifique, le héros d'une foi plus haute encore : la foi dans l'humanité.

Amédée DUNOIS.

La Semaine Internationale

M. Poincaré et la Conférence de Gênes

L'avant-dernier leader du Bloc National (il reste encore M. Tardieu) a commencé ses manœuvres contre la Conférence de Gênes.

Au refus formel qu'il préconisait avant de prendre le pouvoir, il a substitué les manœuvres obliques.

Le memorandum qu'il vient d'envoyer à Londres énumère les conditions que l'ancien hôte de Nicolas II met à sa rencontre avec les délégués des Soviets.

Tout d'abord, M. Poincaré veut gagner du temps, il demande l'ajournement avec le secret espoir que de remise en remise la Conférence ne se tiendra jamais.

En même temps, on mobilise tous les adversaires de la Russie des Soviets pour faire pression sur l'opinion.

M. Poincaré déclare dans son memorandum que la Russie devra accorder aux étrangers un statut légal qui les mette en dehors de la législation soviétique. Quelques jours après le Congrès des créanciers de la Russie, qui réunit à Paris quelques financiers de tous les pays émet la prétention de faire imposer aux Soviets un régime analogue à celui contre lequel la Chine se révolte aujourd'hui.

La presse bourgeoise donne un écho sympathique aux revendications d'un général tsariste transformé en représentant sans mandat des Républiques du Caucase. Ce personnage resté dans la coulisse fait d'abondantes distributions de subsides.

Toute cette levée de boucliers, de l'*Ere Nouvelle* à l'*Action Française*, sert la politique de M. Poincaré.

Cet homme sait comment on triture l'opinion. Il est parvenu en 1914 à faire croire à des millions de Français qu'ils allaient défendre le droit et la liberté.

Il emploie aujourd'hui les mêmes procédés pour persuader au même peuple que la politique militariste est la meilleure.

En même temps des transactions obscures sont engagées à Londres. Pour détacher M. Lloyd George de son projet de conférence internationale, M. Poincaré lui offre un accord secret, selon son habitude, et cela permet de tout craindre et d'espérer très peu. Il semble que la manœuvre ait déjà réussi au moins en partie. La proposition anglaise de faire précéder Gênes d'une conférence d'experts, est déjà une concession.

La fin de la Conférence de Washington

La Conférence de Gênes ne présente qu'une utilité, considérable il est vrai, la rentrée de la

Russie dans la vie internationale, la fin de tout blocus, la reconnaissance des Soviets. Mais ce serait s'égarer à la suite des capitalistes aux abois que de penser que cette conférence où se heurteront tous les intérêts rivaux des possédants avancera quelque peu la reconstruction du monde dévasté par la guerre.

Les dirigeants bourgeois du Vieux et du Nouveau Monde vivent d'espairs sans cesse reportés au lendemain.

La conférence de Washington qu'on annonçait à la terre entière comme la conférence du désarmement et de la paix, vient de s'achever au milieu de l'indifférence générale.

Ceux qui ont cru que les hommes politiques du capitalisme assemblés en Amérique allaient diminuer le fardeau qui pèse aux épaules de l'humanité peuvent voir maintenant ce qu'il reste de cet événement qui devait marquer dans l'histoire du monde. Quelques paperasses relatives aux îles du Pacifique, quelques conventions réglant la guerre, aussi viables que celles de la Haye, une prétendue limitation des armements qui laissent des flottes formidables et des millions d'hommes sous les armes.

Après la prochaine guerre il y aura place pour de nouvelles conférences...

La grève des cheminots allemands

Les cheminots allemands, dont les salaires étaient insuffisants et qu'on menaçait de ramener à la journée de 12 et 14 heures, se sont mis en grève.

Puis ils ont dû se remettre au travail sans avoir obtenu autre chose que de vagues promesses et la certitude que plusieurs d'entre eux seraient frappés pour faits de grève.

Cette défaite partielle du prolétariat allemand a été causée par les socialistes majoritaires qui, une fois de plus, se sont montrés les plus zélés défenseurs de la bourgeoisie.

Au premier rang des traîtres à la classe ouvrière, s'est trouvé M. Ebert, ancien ouvrier sellier, ancien révolutionnaire, aujourd'hui président du Reich.

Cet homme qui a fait sa petite révolution personnelle, a pris deux décrets, l'un pour interdire la grève aux cheminots considérés comme fonctionnaires, l'autre pour ordonner la confiscation des caisses syndicales.

La trahison des social-démocrates s'est manifestée non seulement en la personne de leur plus illustre représentant mais encore chez les fonctionnaires syndicaux, qui appartiennent pour la plupart à la social-démocratie. Ils se sont élevés contre la grève avec une violence sans égale et le *Vorwärts* a eu plus d'injures pour les grévistes que toute la presse bourgeoise réunie.

Malgré l'appui des travailleurs municipaux, les cheminots trahis par leurs chefs, ont été vaincus.

Comme cela tend à se passer régulièrement, les Indépendants, après avoir hésité beaucoup, ont défendu timidement les cheminots.

Seuls les communistes ont soutenu les grévistes par tous les moyens en leur pouvoir.

Cela fait deux fois en un mois que les Communistes allemands sont seuls à lutter énergiquement pour la défense des intérêts prolétaires. Il n'est pas possible que cette attitude n'ait pas finalement sa récompense. Les travailleurs allemands, après quelques expériences de ce genre, finiront par comprendre que la lutte de classes sans aucune compromission avec l'ordre social existant est leur seul moyen de défense et de salut.

L'Angleterre et les Indes

M. Lloyd George après avoir traité les républicains irlandais de rebelles leur a remis le gouvernement de l'Irlande. Après avoir dé-

porté hors d'Egypte Zagloul-pacha, il va probablement être réduit à reconnaître l'indépendance des Egyptiens.

Il vient, aux Indes, par la voix du vice-roi, d'ordonner l'arrestation de Ghandi, l'apôtre de l'indépendance indienne. Cela veut dire sans doute que dans quelques semaines ou dans quelques mois, Ghandi ou l'un de ses amis viendra à Londres discuter de l'autonomie des Indes.

On ne saurait attacher trop d'importance aux événements qui secouent ainsi l'Empire britannique. L'Egypte et les Indes, ces dernières au plus haut point, commandent toute l'économie anglaise. Si elles échappent au conquérant c'est l'écroulement de la puissance britannique, c'est l'effondrement de tout un système capitaliste.

Et c'est pourquoi le Congrès des travailleurs d'Extrême-Orient, qui s'est tenu à Moscou, est un événement mondial.

Robert PELLETIER.

Une Epuration nécessaire

Le Conseil National du Parti Communiste d'Allemagne (K. P. D.) a exclu de ses rangs une trentaine de citoyens, qui avaient joué dans le Parti le rôle d'agents de Paul Lévi, et qui rejoindront maintenant le groupe de leur inspirateur et, avec celui-ci, le Parti Socialiste indépendant. Par cette adhésion se terminera l'histoire du « lévisme » en Allemagne. Mais des tendances pareilles à celle que Paul Lévi représente dans le mouvement communiste allemand se dessinent plus ou moins clairement dans toute l'Internationale. Aussi les discussions qui se sont livrées récemment au sein du Parti allemand méritent-elles d'être examinées avec la plus grande attention dans toutes les sections de l'Internationale Communiste. Ce qui est enterré dans un pays peut encore être en germe dans un autre.

Les premières manifestations

L'opportunisme de droite ne prit pas dès son début des formes nettement anti-communistes. Il se manifesta d'abord comme tendance anti sectaire, soucieuse de gagner les masses le plus vite possible aux conceptions communistes.

Ce fut après le Congrès du Parti Socialiste italien, à Livourne, que les dissensions commencèrent au sein du Parti allemand. Lévi avait désapprouvé l'attitude du représentant de l'Exécutif au Congrès de Livourne, lui reprochant d'avoir provoqué une scission « mécanique » et d'avoir exclu ainsi de l'Internationale Communiste des masses désireuses d'y demeurer. La majorité du Parti allemand s'étant dressée contre Lévi, celui-ci et quelques autres, qui partageaient son point de vue, démissionnèrent du Comité Directeur.

On ne pouvait encore prévoir quelle évolution l'opposition léviste allait suivre. Les tendances ne s'étaient pas encore précisées ; Clara Zetkin, par exemple, était avec Lévi, tandis que Friesland, qui

vient d'être exclu, comptait parmi ses plus implacables adversaires.

Après l'insurrection de mars, Lévi commença sa critique en publiant des brochures pleines d'injures à l'adresse de l'Exécutif, en calomniant de son mieux les camarades les plus éprouvés et en fournissant des armes aux procureurs de la justice blanche contre les prolétaires qui avaient lutté. Bien que, par ces actes ignobles, il se fût placé moralement en dehors du Parti Communiste et de l'Internationale, on dut reconnaître que certaines de ses critiques à l'action étaient justifiées. Sauf l'assertion ridicule qu'il s'était agi, dans l'action de mars, d'un « putsch » du K. P. D., ces critiques ont été reconnues justes au 3^e Congrès mondial de l'été passé, où la funeste théorie de « l'offensive révolutionnaire à tout prix », qui avait été inventée justement à propos des luttes de mars, fut repoussée à une énorme majorité.

Quoique plusieurs de ses arguments fussent justes, Lévi s'était trop compromis moralement pour être réadmis. Il avait fourni des armes aux pires ennemis de la révolution au moment de la réaction déchaînée. Son exclusion fut confirmée par le Congrès de Moscou. Peut-être maints camarades, voulant conserver à l'Internationale les qualités indubitables de Lévi, espéraient-ils qu'il pourrait revenir lorsque l'oubli aurait cicatrisé le mal qu'il avait fait au Parti.

Le Congrès International de Moscou fut suivi de près par le Congrès d'Iéna, où le K. P. D. avait à préciser son attitude et à confirmer les décisions de Moscou.

Trois tendances s'y trouvaient en présence : la gauche, disposant d'une faible majorité absolue ; le centre, représenté par les camarades qui s'étaient engagés à Moscou à accomplir l'œuvre conciliatrice entre les deux tendances extrêmes, et la droite, qui, numériquement, ne comptait pas. Trois

membres de la droite furent exclus par le Congrès pour indiscipline, les autres se soumirent. Le Congrès d'Iéna se termina en adoptant la ligne de conduite prescrite par le 3^e Congrès, tout en faisant des concessions verbales, peu graves, à la gauche, qui prédominait. Quant aux lévistes, ils étaient divisés : les uns, exclus, se trouvaient en dehors du Parti ; les autres étaient demeurés au sein du K. P. D. Il y avait donc lieu d'espérer que la stricte observation de la tactique : « Allez aux masses ! », fixée par le Congrès Communiste International, arriverait à faire disparaître toutes les dissensions.

La théorie léviste se précise

Paul Lévi continuait sa propagande, qui, jusqu'à ce moment, s'était dirigée contre certains membres de l'Exécutif, mais pas encore contre l'Internationale Communiste.

Après avoir mille fois proclamé que le Congrès de Moscou, dans ses décisions pratiques, lui avait donné raison, Paul Lévi commença à s'attaquer à l'application de ces décisions par le K. P. D. Il raila l'attitude du Parti Communiste allemand dans le mouvement qui suivit l'assassinat d'Erzberger, attitude qu'il aurait lui-même certainement préconisée s'il avait été membre du Comité Directeur du K. P. D.

Le Parti Communiste, par contre, continuait à suivre la tactique décidée à Moscou, et que Lévi avait recommandée dans ses critiques de l'insurrection de mars. L'application de cette tactique eut un succès considérable : les masses, que les chefs opportunistes avaient réussi à tenir à l'écart des communistes depuis mars, se rapprochaient et elles menèrent des actions en commun avec les communistes, souvent par-dessus la tête des leaders syndicaux et des pontifes social-démocrates. La droite du Parti, à laquelle s'était joint peu à peu Friesland, autrefois à l'extrême gauche, n'avait aucune objection à faire à cette politique. Bien au contraire, elle exprima, dans cette période et encore plus tard, la crainte que le K. P. D. ne quittât cette bonne ligne sous la pression de la gauche, qui fut battue au Conseil National de novembre.

En attendant, Paul Lévi préparait ses attaques. Il réussit à attirer à son groupe plusieurs chefs et députés du Parti Communiste, tels que Daumig et Adolf Hoffmann. Il resserra les liens avec ses amis restés dans le K. P. D., les incitant à désagréger le Parti du dedans. Et, en même temps, il élaborait une base théorique en vue de son groupe dissident.

L'importance du groupe léviste est fort restreinte. Elle s'efface au dehors du Reichstag, des Diètes et des Conseils municipaux. Les masses du Parti n'ont pas suivi la défection de quelques chefs, qui cherchent en vain des adhérents. Paul Lévi n'a pas de masses derrière lui, mais il a enfanté — et c'est son droit — une théorie nouvelle de défaitisme social par laquelle il comptait confondre le Parti Communiste.

Convaincu d'être le successeur de Rosa Luxembourg, il proclame d'une façon on ne peut plus prétentieuse que le capitalisme se relève et qu'il est en train de surmonter la crise dans laquelle l'a poussée la guerre mondiale. Il cite des exemples et des chiffres qui témoignent en effet d'une prospérité partielle et locale, et il en conclut que la période de la révolution est passée pour longtemps.

Aussi juge-t-il superflu l'existence d'un Parti Communiste, tel que les 21 conditions du 2^e Congrès de la 3^e Internationale le prévoient. Ayant

cessé de croire que le capitalisme va en se désagrégeant, il veut supprimer le Parti Communiste dont la mission historique est le travail direct pour la chute violente du système actuel. Et comme il a en même temps perdu l'espérance que les masses afflueront au Parti Communiste, lui apportant sous peu la majorité de la classe ouvrière, il préconise, pour arriver pourtant à la création d'un grand parti de masses, la formation d'un *Parti social-révolutionnaire*, en fusionnant avec les indépendants (les chefs de la droite y compris) et peut-être même avec la gauche des social-démocrates.

Cette théorie s'explique par la situation économique et politique en Allemagne et à l'étranger. Le capitalisme allemand a connu une période de prospérité apparente, et le capitalisme des autres pays, où la crise industrielle sévissait, s'est consolidé, du moins politiquement.

Le mouvement révolutionnaire a subi en 1921, depuis les actions révolutionnaires de 1920 en Italie, en Tchéco Slovaquie et en Angleterre, un recul incontestable. Cette stagnation de 1921 s'exprime par une recrudescence des illusions démocratiques dans la classe ouvrière, recrudescence où les social-traitres puisent de nouvelles forces. Le recrutement des Partis Communistes n'avance que lentement, et les masses, fatiguées, sont en grande partie devenues indifférentes.

Ces deux faits pouvaient facilement amener des militants socialistes et même communistes à désespérer et de la victoire des idées communistes dans les masses et de la déconfiture définitive du système capitaliste. Mais que Paul Lévi ait été du nombre des « désespérants », dans un moment où, à Washington, les efforts des gouvernements bourgeois de trouver des expédients échouèrent et où les échecs de Cannes étaient à pressentir, cela n'est guère flatteur pour lui. Et qu'il précise sa théorie du relèvement capitaliste à l'heure où la non-réussite de Cannes est un fait accompli et où s'annonce l'échec de Gênes, ce fait raille d'une façon impitoyable ses hautes prétentions marxistes.

La négation complète du Communisme

Les idées de Lévi avaient gagné de plus en plus la droite, qui était restée dans le Parti après le Congrès d'Iéna. Cependant, il n'y avait pas une occasion de les proclamer à l'intérieur du Parti, qui poursuivait strictement et avec un succès croissant la ligne de conduite fixée à Iéna.

Mais ce fut justement le succès de la tactique du K. P. D. qui provoqua les fameuses « révélations » du *Vorwaerts*. Menacés de perdre leurs adhérents par la campagne efficace des communistes, les majoritaires publièrent des documents relatifs à l'insurrection de mars, par lesquels ils voulaient prouver que les leaders du P. C. étaient des criminels de droit commun, dont l'activité avait été désastreuse pour le prolétariat.

Là-dessus, Friesland et ses amis, sans doute inspirés par Lévi, réclamèrent la démission du C. D. des camarades mentionnés dans les « révélations » du *Vorwaerts*. Le Comité Directeur refusa de se conformer aux désirs de l'opposition, et de ce temps-là date la campagne farouche des dissidents « seconde cuvée ».

Ils demandaient, outre la démission des camarades « compromis », que le Parti fût matériellement indépendant de Moscou. Cette revendication n'est certes pas blâmable : chaque communiste allemand éprouve le vif désir que les subventions

de l'Internationale au K. P. D. soient rendues superflues par une activité multipliée de la section allemande de l'I. C. Friesland et ses amis, cependant, avaient motivé cette revendication en disant que le Parti Communiste allemand avait besoin de l'indépendance mentale de Moscou, qui était conditionnée par l'indépendance matérielle. Inutile de dire combien cette revendication s'approche des conceptions de l'Internationale 2 et 2 1/2. Les partis de la 2^e Internationale étaient mentalement indépendants les uns des autres, ce qui ne les empêcha pas de tomber dans le plus ignoble chauvinisme.

D'accord avec Lévi, le groupe Friesland s'attaqua ensuite à l'Internationale Syndicale Rouge. Il préconisait la propagande pure et simple au sein des syndicats, sans noyautage, sans aucun remède organisateur, « pour ne pas inciter les *Amsterdamiens* à des mesures de violence » ! Il recommandait de ne pas contrarier les pontifes syndicaux, de s'entendre avec eux et, comme conséquence logique, de dissoudre l'Internationale Syndicale Rouge !

La discussion porta, ainsi qu'il y a une année, sur la question : secte ou parti de masses. Friesland et ses compagnons demandèrent tout à coup que le Parti Communiste cessât de démasquer les chefs opportunistes des deux partis social-démocrates et des syndicats. Ils déclarèrent que le K. P. D. serait éternellement condamné à rester une petite secte s'il ne s'entendait pas avec les leaders des autres partis prolétariens, au lieu de les combattre. La stagnation passagère dans l'afflux vers la gauche leur a suggéré l'idée impatiente de créer un parti embrassant de grosses masses... par l'accord des chefs, parce qu'ils ne peuvent

attendre que les masses comprennent ce qu'il faut faire.

On se rappelle, à cette occasion, l'article de Fritz Adler, publié dans l'*Humanité* à la fin de 1920, le fameux exemple de la locomotive brisée en deux tronçons. Comme Fritz Adler, les lévistes ne pensent pas que l'union de la classe ouvrière se fasse par l'évolution des masses vers la gauche, par l'entente consciente sur la base du programme communiste, ce qui est notre ferme conviction : ils croient plutôt qu'il est réalisable par un accord des chefs sur une union factice des éléments les plus hétérogènes.

Voilà la cause pour laquelle Lévi ne cesse de rêver d'un grand parti de masses social-révolutionnaire. Un Parti Communiste avec un million de membres n'étant pas sur-le-champ réalisable, Lévi préfère un parti confus, mais gigantesque, à un Parti Communiste de plusieurs centaines de milliers d'adhérents.

Voilà pourquoi les lévistes, au dedans et au dehors du Parti, veulent fausser le mot d'ordre du front unique en la devise : Union organique avec les Partis socialistes ! Ils voudraient, au lieu du front unique, le *Parti Unique*, des social-confusionnistes jusqu'aux communistes, de Hilferding jusqu'à Thalheimer, et peut-être aussi de Renaudel jusqu'à Lorient.

Les lévistes — de Friesland à Lévi — ont choisi. Pleurnichant sur la scission, ils ont entamé des pourparlers de fusion avec les indépendants avant que le groupe Friesland eût quitté le Parti. C'est pourquoi le Conseil National a bien fait de les mettre à la porte.

L. RÉVO.

Comment on devient Communiste

De plusieurs façons, sans aucun doute, mais qui peuvent se ramener à deux essentielles : l'action et l'étude ou, selon l'expression consacrée, la théorie et la pratique.

Quelle est la meilleure des deux ? Elles sont toutes deux nécessaires. Le théoricien, qui ne le serait pas au sens large, complet, vivant du mot, mais qui se contenterait de se renfermer dans sa tour d'ivoire et d'y accumuler une érudition purement livresque, serait le plus inutile et peut-être le plus insupportable des hommes ; l'homme « pratique », et qui ne serait que cela, risquerait, par son manque de directives, sans guide, sans boussole, de devenir très dangereux et, de la meilleure foi du monde, de se perdre dans les pires déviations.

Que diriez-vous d'un homme qui, ne connaissant rien aux règles de l'architecture, s'aviserait de bâtir une maison ? ou qui, ignorant de la science médicale, voudrait soigner un malade ? Sans aucun doute que tous deux doivent, au préalable, commencer par s'instruire de l'art qu'ils veulent pratiquer.

Le corps social dont nous faisons partie serait-il par hasard plus simple que le corps humain ? Il est, au contraire, d'une effrayante complexité. Est-ce que, d'aventure, la Cité Nouvelle que nous voulons bâtir serait facile à édifier ? Hélas ! il s'en faut de beaucoup ! et depuis au moins deux

millénaires — depuis Platon et Aristote — les sociologues, les « politiques », les penseurs de tout acabit, penchés anxieusement sur l'avenir, le scrutent avec inquiétude et échafaudent système sur système.

Or, que veulent les communistes ? Remplacer le régime capitaliste par le régime communiste. Comment y arriver sans connaître, de manière aussi complète que possible, le « régime capitaliste », sa structure, sa composition intime, sa force actuelle, ses chances de durée, les meilleurs moyens de le combattre ? Ne devons-nous pas connaître en détail — pour les réfuter — les arguments parfois très subtils de nos adversaires ? Et croit-on vraiment que la bonne volonté, l'enthousiasme, la conviction profonde suffiront pour vaincre nos adversaires ?

Non. Pour vaincre, il nous faut des hommes qui non seulement sentent profondément l'injustice du régime social qui nous opprime et veulent énergiquement y mettre fin, mais qui aient surtout la vision claire du but à atteindre et des moyens à mettre en œuvre pour y arriver.

D'où la nécessité impérieuse, inéluctable, pour devenir communiste, d'asseoir fortement son action pratique quotidienne sur les bases indestructibles d'une solide culture théorique.

Qu'avons nous réalisé dans ce domaine ? De

quelle manière avons-nous organisé notre enseignement théorique ? Quels sont les résultats acquis ? Qu'y a-t-il encore à faire dans l'avenir ? Autant de questions que nous voudrions essayer d'énumérer succinctement, en rappelant ce qui a été fait dans le domaine de l'éducation socialiste ou communiste dans trois pays qui nous paraissent spécialement intéressants à étudier à ce point de vue : l'Allemagne, la Belgique et la France.

**

L'Allemagne est, je crois, le premier pays où on s'est avisé de la nécessité de créer un enseignement socialiste méthodique. La Social-Démocratie — celle d'avant-guerre — se développait prodigieusement. Elle grandissait en « étendue » plus vite qu'en « profondeur », c'est-à-dire que le nombre de ses membres s'accroissait plus vite que le nombre de ses militants. Il fallait créer des cadres, d'urgence. Ce fut alors que Henri Schulz conçut, en 1904, l'idée de créer une « Ecole du Parti ». Sa conception, exposée dans la revue scientifique du Parti allemand, *Die Neue Zeit* (le Temps Nouveau), fut discutée au Congrès du Parti en 1905, à Iéna, et en 1906, sous les auspices du « Comité Central d'Education », s'ouvrait la première école.

Le but de la nouvelle institution, tel que l'avait formulé Schulz, était de « donner à un certain nombre de jeunes camarades particulièrement intelligents et provenant des diverses contrées de l'Empire, pendant un temps plus ou moins long, une instruction dans les sciences les plus importantes du socialisme théorique et pratique ».

Il fut bien spécifié, dès le début, qu'il ne pouvait être question d'incruster des dogmes rigides dans le cerveau des élèves, mais bien de les guider, de les « introduire » dans les sciences dont la connaissance est nécessaire en tout premier lieu pour la lutte de la classe ouvrière.

Le premier cours réunit 31 élèves, originaires des différentes contrées de l'Allemagne, désignés par l'organisation de leur localité. La direction du Parti assurait l'existence de leur famille, par des subsides, pour toute la durée du cours. Comme professeurs fonctionnaient des camarades éminents du Parti, pourvus d'un traitement fixe.

Pour le premier cours, le plan des études fut fixé comme suit :

Histoire économique et Economie politique 200 heures ; professeur : Dr Rudolf Hilferding ;

Matérialisme historique et Théories sociales, 200 heures ; professeur : Dr Anton Pannekoek ;

Histoire des Partis politiques, 50 heures ; professeur : Dr Franz Mehring ;

Législation ouvrière, sociale, domestique et constitutionnelle, 90 heures ; professeur : A. Statthagen ;

Droit pénal, procédure pénale, 50 heures ; professeur : Dr H. Heinemann ;

Droit civil, 50 heures ; professeur : Dr K. Rosenfeld ;

Mouvement syndical et coopératif, Politique communale, 70 heures ; professeur : Dr Katzenstein ;

Expression orale et écrite de la pensée, Technique du journalisme, 75 heures ; professeur Heinrich Schulz.

Il y avait environ 5 heures de cours par jour, plus 2 heures de travail écrit, personnel des élèves.

Les élèves étaient proposés par les organisations locales, aux organisations régionales ; celles-ci choisissaient les candidats qu'elles considéraient comme les plus aptes et les proposaient à la di-

rection du Parti, qui en prenait une trentaine en s'efforçant de les désigner dans les diverses régions du pays.

Le deuxième cours comprend les matières suivantes :

Economie politique, rhétorique, style et technique du journalisme, histoire, législation ouvrière et sociologie, droit pénal, droit civil, politique communale, sciences naturelles.

Et, enfin, le troisième cours eut comme matières :

Economie politique, histoire de la société, histoire d'Allemagne, droit ouvrier, droit pénal, droit civil, sciences naturelles, politique communale, rhétorique, style et technique du journalisme.

Les conférences étaient données « en socialistes » sans subordination d'élèves à professeur ; chaque élève recevait au commencement du cours un résumé de son contenu.

Le mouvement s'amplifia rapidement et, à l'exemple de Berlin, Hambourg, Brême, Munich, Nuremberg, etc., créèrent des écoles sur le modèle de l'Ecole centrale du Parti.

Ces écoles étaient doublées de bibliothèques socialistes. En plus, des cours intéressants furent organisés dans les localités les moins importantes, et bientôt, dans toute l'Allemagne, se créèrent des Comités d'éducation ouvrière.

La Centrale d'Education ouvrière est arrivée à des résultats excellents au point de vue du développement de la culture de classe. Elle a réussi à créer, dans tout le pays, des militants instruits, et il n'est pas contestable que c'est à elle en bonne partie qu'est dû le développement intellectuel remarquable — au point de vue culture socialiste — du prolétariat allemand.

A-t-elle réussi à développer dans la même mesure l'esprit révolutionnaire des travailleurs organisés d'Allemagne ? C'est là une question à laquelle nous essayerons de répondre — et non seulement pour l'Allemagne — dès que nous aurons examiné ce qui a été fait en matière d'éducation socialiste en Belgique et en France.

Charles MASSARD.



VIENT DE PARAÎTRE :

Fernand LORIOT

Un an après Tours

Une brochure 0 40

Les 25 exemplaires.....	8 fr.
Les 50 —	15 fr.
Les 100 —	25 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité.

FRONT UNIQUE & SYNDICALISME

Un mérite que l'on ne saurait refuser à nos camarades de Moscou, c'est assurément le sens de la propagande. Depuis quatre années qu'ils sont au pouvoir, ils ont su soulever et poser des problèmes avec un tel sens des réalités que pas un moment l'intérêt ne faiblit. Les résultats, cela est indéniable, ont couronné leurs efforts puisqu'il n'existe plus un pays dans le monde qui n'ait un Parti Communiste puissant, actif, combatif.

Si la question du « *Front unique* », la dernière en date et en importance, n'a eu pour objet que de donner un aliment de discussion et d'activer la vie intérieure du Parti, cette fois encore nos camarades de Moscou ont parfaitement réussi.

L'Exécutif n'a cependant que remis à neuf une vieille question qu'il y a 20 ans et plus j'ai déjà entendu discuter dans les groupes révolutionnaires d'alors et notamment au défunt groupe des E. S. R. I. (étudiants socialistes révolutionnaires internationaux) d'historique mémoire.

Car est-ce autre chose, en réalité, que le « *Allez au Peuple* » de jadis que cette tactique du « *Front unique* » que lancent dans le monde communiste ces profonds psychologues et propagandistes que sont les hommes de Moscou ?

Mais ceci dit et reconnu par tous, voyons si, dans l'état actuel des partis, la tactique du « *Front unique* » n'aurait pas en réalité autant, sinon plus, d'inconvénients que d'avantages.

Pouvons-nous, en effet, avoir une tactique commune avec ceux qui sollicitent et qui attendent des réformes de l'Etat bourgeois ?

Les travailleurs peuvent, en n'abandonnant rien de leur idéal, tenter d'arracher des réformes à la bourgeoisie — des réformes plutôt — diminution du temps de travail, augmentations de salaire, hygiène d'atelier, etc., mais, suivant la bonne méthode de l'ancienne C.G.T., par une *action directe*, par la conquête de haute lutte sur le patronat Jouhaux et ses amis attendent ces réformes de « *lois sociales* » ; nous voulons et nous disons qu'il faut que le prolétariat les impose *directement* au patronat.

Le communisme a comme doctrine la lutte sous toutes ses formes contre l'Etat, qu'il ne vise à conquérir que pour mieux le détruire, suivant la conception de Marx lui-même. Lutte contre le patronat qu'il entend écarter pour prendre sa place, les conseils ou soviets d'atelier devant, dans un délai donné, évincer le patronat, etc., etc.

Le parti dissident et ses thuriféraires, les Thomas, les Blum, les Renaudel, aussi bien que les néo-syndicalistes à la Jouhaux, n'ont plus aujourd'hui comme objectif que de s'adapter et de « faire une place au prolétariat » dans la société capitaliste améliorée.

Que nous reste-t-il de commun avec eux dans ces conditions ?

Non, mille fois non, nos aspirations et nos méthodes n'apparaissent comme trop différentes et si contraires même qu'il semble impossible de son-

ger à établir un front unique même momentané !

Deux thèses, deux moyens, deux tactiques qui s'excluent. Comment réaliser une « *unité de front* » dans ces conditions ?

Des « *lois sociales* » nous savons trop à présent ce qu'en vaut l'aune ! Si les travailleurs ne sont pas capables ou ne sont pas assez forts pour les faire appliquer, le patronat les viole. A quoi bon des « *lois sociales* » dans ces conditions ?

Il y a une quinzaine d'années, une loi a été votée supprimant les bureaux de placement et il y a des bureaux de placement plein Paris. Les lois sur l'hygiène ne sont appliquées que là où les ouvriers sont assez forts pour l'exiger. A quoi bon la loi alors ! La dernière en date, la loi de 8 heures, est violée partout où les intéressés ne sont pas à même d'en exiger l'application.

— Mais il s'agit de conquérir les masses, nous répond-on, et de les détacher justement de leurs « *mauvais bergers* ».

La meilleure façon de le faire est encore, croyons-nous, de conserver au Parti Communiste une doctrine claire, saine et ne baisant pas. Les travailleurs aiment par-dessus tout les situations nettes, toutes de clarté, et il est à craindre que la tactique du front unique ne leur apparaisse un peu comme calquée sur la politiciannerie des anciens partis socialistes.

Justement, beaucoup sont venus et viennent au communisme par dégoût de cette politiciannerie des partis d'antan ; le nombre chaque jour croissant d'ex-syndicalistes-anarchistes, voir d'anarchistes tout court, qui rallient le Parti Communiste, en fait foi, et c'est à ce moment-là que l'on voudrait tenter une aventure aussi périlleuse.

La presque unanimité avec laquelle s'est prononcée la réunion des secrétaires généraux, est pour nous la plus précieuse indication, la certitude même que le danger est reconnu.

Mais je suis bien tranquille — et j'en parle tout de même avec quelque expérience — si les travailleurs d'une même usine, voire d'une corporation tout entière, veulent un jour se lever soit pour défendre un salaire, soit pour conquérir quelques améliorations, le front unique sur ce terrain se réalisera vite.

Car, souhaitons-le, l'ère des grandes grèves — cette gymnastique révolutionnaire du prolétariat, n'est pas close, l'attitude prise ces temps derniers par le grand patronat nous en est garant.

Et m'est avis que le Parti Communiste pourrait reprendre à son compte et propager l'idée si fondamentalement révolutionnaire de grève générale dans laquelle Georges Sorel a vu l'idée la plus apte à soulever les masses prolétariennes, idée féconde délaissée, et pour cause, par les réformistes socialistes et syndicaux.

Mon vieil ami Rappoport écrivait l'autre jour : « *Les partis, comme les individus, tombent du côté où ils penchent* ». C'est pour éviter que le Parti Communiste ne penche du mauvais côté que

nous croyons de notre devoir de présenter ces quelques observations. Par là aussi, nous montrons à nos adversaires que quoi qu'ils prétendent nous restons un parti de libre discussion ouvert à toutes les controverses.

Mais, malgré ces réserves nécessaires, soit sur la forme, soit sur le fond même, il y a une chose que l'on peut affirmer, c'est qu'il n'y a pas un communiste qui ne soit prêt à s'inspirer des suggestions de l'Exécutif, et cela, dans la mesure où la vie doctrinale du Parti n'aura pas à en souffrir dans l'avenir.

Paul DELESALLE.

L'article de l'ancien secrétaire-adjoint de la C. G. T. (1901-1906), notre camarade Delesalle, était accompagné d'une lettre que nous tenons à publier :

« Mon cher Dunois,

« Laisse-moi te dire, en t'adressant cet article, que j'ai été désagréablement surpris que tu aies laissé Humbert-Droz répéter cette vieille ineptie qui te as blâmée bien des fois toi-même et qui transforme les anarchistes en contre-révolutionnaires.

« Nous sommes, toi et moi, et bien d'autres — si

nombreux qu'on ne peut les compter — la preuve vivante que cette assertion est fausse.

« Je crois, au contraire, qu'il serait de bonne « politique » de faire ce que fit jadis Pelloutier pour le syndicalisme : une *Lettre aux anarchistes*, pour les amener au communisme.

« Si le syndicalisme a été et est encore malgré tout révolutionnaire, tu sais, aussi bien que moi, que c'est aux anarchistes qu'on la doit.

« En tout cas, je connais des centres ouvriers où sans les anarchistes le mouvement révolutionnaire n'existerait pas. Il faut en finir une fois pour toutes avec ces vieux bateaux guesdistes.

« Bien à toi,

« P. DELESALLE. »

Inutile de dire que nous sommes tout à fait de l'avis de Delesalle : les anarchistes ne sont nullement des contre-révolutionnaires, mais des révolutionnaires qui se trompent. Humbert-Droz est certainement de cet avis. En traitant les anarchistes de contre-révolutionnaires, il n'a voulu, que stigmatiser — en des termes qui ont dépassé sa pensée — l'hostilité passionnée que de nombreux anarchistes français manifestent à l'égard de la seule révolution vivante, et non verbale, la Révolution russe.

Karl Liebknecht dans sa prison

Le 1^{er} mai 1916, de la gare de Potsdam descend un soldat, l'uniforme râpé, la tenue négligée. Personne ne fait attention à lui. C'est un simple soldat comme on en voit passer tous les jours, et qui, sûrement, n'appartient pas à un régiment d'élite, celui-là. Arrivé au milieu de la Potsdamer Platz, au centre même de Berlin, il s'arrête. Puis, tout à coup, sa voix s'élève. « A bas la guerre ! A bas le gouvernement ! Vive la révolution ! » Des curieux s'amassent. Il distribue des pamphlets et des feuilles volantes contre la guerre et le gouvernement. Des policiers se jettent sur lui. Karl Liebknecht est arrêté.

Vouloir l'impossible pour atteindre ce qui est possible. C'est la maxime d'après laquelle il a toujours agi. Certes, il ne croyait pas en ce moment pouvoir arrêter la guerre, mais il s'avisait de vouloir la fin de la guerre, quel que fût le résultat auquel cette volonté pût aboutir.

Le 11 mai 1916, discussion, au Reichstag, pour savoir si on lèverait l'immunité de Karl Liebknecht, député. Le docteur Landsberg, qui plus tard, sous la révolution, devait être ministre, prend la parole au nom de son parti. Voici ce qu'il dit :

Messieurs, vous avez affaire à un homme qui en a appelé aux masses pour forcer le gouvernement à faire la paix. Or, il s'agit ici d'un gouvernement qui déjà, à maintes reprises, a déclaré, à la face du monde entier, qu'il était prêt à faire la paix... Notre attitude, en ce qui concerne la guerre, messieurs, vous la connaissez. Pour nous, la guerre c'est la lutte pour la patrie... Voilà, messieurs, quel est l'esprit du peuple allemand. Et cet esprit ne peut pas être ébranlé par un chiffon de papier (en prononçant ces paroles, M. Landsberg brandit la feuille volante que Liebknecht avait distribuée le soir du 1^{er} mai). L'entreprise de Liebknecht est tout

simplement grotesque... Comment peut-on s'imaginer que faire une manifestation sur la Potsdamer Platz et y distribuer des feuilles volantes, c'est faire de la haute politique et influencer les destinées du monde ? Opposons à la nervosité maladroite dont toute cette entreprise témoigne, et dont chaque ligne de la feuille volante fait preuve, un calme pondéré et réfléchi, c'est ainsi que nous servirons le mieux la cause de l'Empire.

Décidément, ce n'est pas aux majorités socialistes qu'on pourra reprocher d'avoir voulu l'impossible. Témoignant d'un mépris profond pour les chiffons de papier de Liebknecht, ils sont à ce moment encore loin loin de se douter qu'un jour ce même Liebknecht mènera les masses à une révolution, dont ils seront, hélas ! les profiteurs. L'intervention de Landsberg, le 11 mai 1916, est une des pages les moins glorieuses de l'histoire, déjà si peu glorieuse, des majoritaires socialistes.

Liebknecht, abandonné par ceux qui s'étaient dits ses camarades, fut condamné, comme on le sait, à deux ans et demi, puis à quatre ans de travaux forcés. C'était la réclusion totale, et le gouvernement pouvait croire que, pour des années, il avait condamné le grand agitateur à l'impuissance. Le régime du pénitencier où il expia sa peine était sévère. Quatre fois par an seulement il lui était permis d'écrire des lettres à sa famille. Tous les trois mois il pouvait, sous surveillance, bien entendu, recevoir des visites. La lecture des journaux lui était interdite, sauf les dimanches, où on lui passait un journal patriotique.

Pourtant, l'énergie révolutionnaire de Liebknecht ne se laissait pas entamer. Rien ne peut mieux en témoigner que l'édition récente, faite par Frantz Pfempert, des notes que Liebknecht crayonnait au jour le jour dans sa prison pour exprimer ses idées sur les événements politiques (*Karl Liebknecht. Po-*

litische Aufzeichnungen, Verlag : Aktion-Berlin-Wilmersdorf). Pour écrire, il se servait de n'importe quel bout de papier, il griffonnait en marge de feuilles de journaux, sur des pages vides de livres, sur du papier d'emballage, forcé par le manque de place et l'œil vigilant de ses geôliers, d'écourter sa pensée. Tantôt ce sont les cris passionnés d'un cœur qui souffre d'être condamné à l'inaction, tantôt ce sont des dispositions, des remarques jetées à la hâte pour un discours. De sa cellule, il s'imagine être devant la foule qu'il invite à la révolution. Documents angoissants, témoignages d'un esprit inquiet toujours à l'affût de l'action. Condamné au silence par le régime pénitentiaire, son cerveau travaillait infatigablement, hanté par la vision de la révolution qu'il sentait proche.

ALIX GUILLAIN.

(Nous reproduisons ici quelques-unes de ces notes qui, souvent mieux que par de longs discours, témoignent de l'ardeur et de la passion de celui qui les écrivit) :

L'Internationale et la Guerre

(pages 7 et suiv.)

Notre attitude, en face de la guerre, est déterminée par l'esprit international, qu'il s'agisse indifféremment de nos jugements politiques, sociaux ou économiques, de l'action et de ses moyens ou du but.

Le problème de la défense nationale doit être envisagé par nous sous l'angle de la lutte de classes révolutionnaire dans chaque pays et de la collaboration de la classe ouvrière de tous les pays, obéissant aux mots d'ordre : lutte de classes prolétarienne contre la guerre impérialiste, lutte de classes internationale contre la guerre des Etats.

Le but de notre guerre contre la guerre a un caractère international ; la mesure d'après laquelle nous apprécions les résultats possibles de la guerre est internationale : ce qui nous intéresse, c'est l'effet total envisagé du point de vue international pour le prolétariat mondial, et notre effort doit tendre à rendre cet effet aussi favorable que possible...

.....
Selon les chances et possibilités révolutionnaires de chaque pays, dans les différents moments, il s'agira de donner plus ou moins de l'avant, de travailler, de ralentir ou de hâter le travail ; ce qu'il faut, c'est qu'à chaque moment, on puisse atteindre le maximum de collaboration internationale, dans le sens socialiste et révolutionnaire, et qu'on pèse et calcule l'effet d'une politique non seulement par rapport à son propre pays, mais encore par rapport à tous les autres pays.

La fin de la Guerre et le Socialisme (1817)

(pages 20 et suiv.)

De la guerre franco-allemande, et de toutes les guerres qui ont eu lieu depuis, le socialisme est sorti pur et mieux trempé. La guerre mondiale, par contre, a fait de lui un monceau de ruines. Un monceau de ruines, son idéologie ; un monceau de ruines, son organisation. Et cela, avant tout, là où les partis socialistes, en se soumettant aux pou-

voirs dirigeants, se sont en apparence le mieux conservés, c'est-à-dire là où, dans l'ensemble, ils ont fait le jeu des ennemis mortels du prolétariat.

Le mouvement ouvrier rejeté au point où il en était avant 1870 : voilà le fait.

Dans chaque pays, et dans l'Internationale, il faut reprendre le travail à ses débuts : dans la propagande, dans l'organisation, dans l'éducation pour la lutte des classes et pour la solidarité internationale.

La Guerre et le Capital

(page 42)

Il est un effet des emprunts de guerre qui, jusqu'ici, n'a pas été suffisamment pris en considération : c'est la dépendance de plus en plus étroite dans laquelle se trouve l'Etat vis-à-vis des grands capitalistes, dépendance formée par la proportion immense des emprunts se trouvant dans les mains des grandes entreprises (industries lourdes, banques, etc.). Ce fait se remarque surtout dans l'industrie des munitions, qui a dû signer pour une large part les emprunts, et qui, d'ailleurs, ne s'est guère fait tirer l'oreille non seulement en vue des grands profits que lui procuraient les commandes, et desquels témoignent les bilans de fin d'année, mais aussi parce que signer les emprunts était le meilleur moyen d'augmenter et de consolider son influence politique. Il saute aux yeux que de ce fait la politique de guerre de l'Etat, et avant tout la politique à l'égard des buts de guerre, est devenue de plus en plus dépendante des capitalistes de tous genres, et que, de plus en plus, le gouvernement en a été réduit à ne plus être que le commis et le délégué des grands capitalistes.

La Paix et la Révolution

(page 50)

Toute négociation de paix engagée, toute paix conclue en ce moment, n'est qu'une étape sur la voie qui mène à la révolution. La vraie signification de la paix dépend de l'évolution révolutionnaire ultérieure, qui mènera à une revision et super-revision et aboutira à une refonte générale et à une formation nouvelle de la société.

Les chances d'une Révolution

après la Paix (Avril 1918)

(pages 79 et suiv.)

Le résultat de la guerre sera une défaite économique de tous les pays, même de ceux qui auront remporté la victoire militaire. Le poids de la misère économique mènera forcément à un déchaînement de toutes les forces du peuple sur le terrain économique. Il engendrera et augmentera les tendances révolutionnaires dans les domaines politique et scientifique.

La Politique extérieure

du Socialisme (Avril 1918)

(pages 85 et suiv.)

Le socialisme international, par suite de son caractère socialiste et international (c'est-à-dire en tant que socialisme et internationalisme), ne peut connaître ni supporter d'opposition entre sa poli-

tique intérieure et extérieure. Homogénéité et continuité de ses politiques intérieure et extérieure, voilà les points de vue dont, sous aucun prétexte, il ne peut se départir. Sa politique extérieure, de même que sa politique intérieure, doit être remplie du même esprit socialiste international et révolutionnaire.

Tel est le devoir de la politique socialiste, appuyée par le prolétariat conscient de ses droits de classe : accélérer l'évolution sociale dans la voie qui mènera à la création d'un ordre socialiste, au moyen de la lutte de classes, destinée à prendre au moment de la péripétie, le caractère de révolution sociale dans le sens le plus étroit.

La politique extérieure du socialisme n'est pas seulement une sorte de prolongement de sa politique intérieure au delà de frontières qui, du point de vue socialiste, ne peuvent être que fortuites. Plus que toute politique s'inspirant d'un principe social différent, elle s'identifie en théorie et en pratique à sa politique intérieure. La politique extérieure, de même que la politique intérieure du socialisme, découlent de la même source, c'est-à-dire des oppositions sociales d'ordre international, des intérêts de classe du prolétariat mondial, dont le prolétariat national ne saurait être qu'une branche détachée. Ces deux politiques font également partie de la lutte de classes internationale, la lutte des classes à l'intérieur de toute nation ne pouvant se concevoir qu'en fonction de la lutte totale. Aussi ne représentent-elles l'une et l'autre que des applications particulières des principes internationaux, par définition du socialisme, aux formes concrètes dans lesquelles apparaissent les oppositions de classes, tantôt dans des cas particuliers tantôt dans des cas généraux, soit sur une échelle nationale, soit sur une échelle mondiale. En d'autres termes, elles sont des applications particulières de la lutte de classes aux conditions concrètes, qui se présentent à l'intérieur de chaque Etat, ou apparaissent d'une façon générale, en dehors de toutes frontières.

Etablissant ainsi la primauté du point de vue international sur le point de vue national, nous posons en principe que la politique extérieure doit primer sur la politique intérieure. Ainsi, la politique intérieure du socialisme ne représente qu'un cas particulier de sa politique extérieure. Et ce que l'impérialisme dit de lui-même dans un esprit opposé, est vrai pour le socialisme : victoire à l'intérieur, et victoire à l'extérieur, dépendent mutuellement l'une de l'autre... Ni dans la politique intérieure du socialisme, ni dans sa politique extérieure, il n'y a de moyen vraiment socialiste, en dehors de la lutte des classes.

Impérialisme et Guerre ou Socialisme et Paix (Avril 1918) (page 90)

Qu'il y a-t-il au fond des antagonismes qui, jusqu'ici, ont engendré les guerres et en engendreront toujours de nouvelles, tant qu'ils dureront ? La concurrence capitaliste mondiale entre les différents groupements organisés dans les Etats, entre

les différents impérialismes qui luttent pour s'emparer des richesses du monde : matières premières, forces ouvrières, débouchés, terrains de construction.

Que faut-il donc faire ? Abolissons la concurrence capitaliste. Faisons des richesses de la terre une affaire commune de l'humanité entière, mettons à la place de la société capitaliste qui divise l'humanité en classes et en hordes de brigands qui s'entre-déchirent, la société socialiste qui réconcilie l'humanité et en fera l'union.

Créer l'Internationale de l'avenir, l'Internationale triomphante, voilà le devoir de l'Internationale du présent, de l'Internationale militante.

Le moyen pour y parvenir, c'est la révolution sociale. C'est elle qui, seule, peut en ce moment non seulement préparer la paix, mais encore détruire les causes des guerres futures.

Qui veut le but doit vouloir les moyens.

Impérialisme et guerre, ou socialisme et paix, l'un ou l'autre : il n'y a pas d'autre alternative.

Le Commencement de la Grande Révolution (Septembre 1918) (pages 134 et suiv.)

C'est maintenant, où la domination militaire de l'Allemagne s'est écroulée, que la guerre devient, dans un sens éminent, une guerre révolutionnaire.

Pourtant, nous n'en sommes qu'aux débuts. L'essentiel est encore à venir. L'heure décisive a sonné pour la révolution sociale. Jusqu'ici, ce n'a été qu'un petit charmbardement. Le grand suivra.

(Traduction d'Alex GUILLAIN.)

Secourons nos Frères de Russie

Les Thèses du Congrès de Marseille

Le numéro spécial du Bulletin Communiste, contenant le texte des Thèses et Résolutions votées au Congrès de Marseille, est en vente dans nos bureaux, 120, rue Lafayette, et à la Librairie de l'Humanité. Nos abonnés le recevront en même temps que ce numéro.

La réduction habituelle sera faite aux Groupes, Sections et Fédérations. Adresser les commandes au camarade René Reynaud, 120, rue Lafayette.

BIBLIOGRAPHIE

La Nouvelle Étape, par Léon TROTSKY⁽¹⁾

Tout récemment a paru, en langue allemande, un livre du camarade Trotsky, qui s'intitule : « *Die neue Etappe* ». Dans sa première partie, Trotsky examine la situation mondiale de l'économie capitaliste, son état actuel et son avenir prochain. Dans la deuxième partie, il traite les problèmes de la tactique de la lutte révolutionnaire.

Trotsky dessine le chemin qu'a suivi la société capitaliste de 1917 à 1921 et il demande si sa situation s'est améliorée ou aggravée. « Quand, après la fin de la guerre, nous voyons le développement que prenaient les mouvements révolutionnaires, nous espérons — d'ailleurs avec beaucoup de raisons historiques — que ces mouvements nous conduiraient directement aux luttes finales pour la conquête du pouvoir politique. Mais trois ans se sont écoulés maintenant (Trotsky écrivait en août 1921). A l'exception de la Russie, la bourgeoisie du monde entier a réussi à garder le pouvoir... Et aujourd'hui il se pose la question dans toute son ampleur : Est-ce que l'évolution marche dans la direction de la révolution ? ou est-ce que, au contraire, le capitalisme surmonte les difficultés surgies de la guerre ? Est-ce qu'il a trouvé un nouvel équilibre sur les fondements créés par la situation d'après-guerre ou tout au moins s'approche-t-il de cet équilibre ? »

Répondant à ces questions, Trotsky attire l'attention sur ce fait que l'équilibre de la société capitaliste est un phénomène très compliqué et en même temps un fondement indispensable pour elle. Cet équilibre n'est pas d'une stabilité ferme. C'est plutôt un processus dialectique, formé par les forces de la société capitaliste qui créent, détruisent et recréent cet équilibre sans jamais le fixer. L'équilibre dépend de toute une quantité de facteurs.

Il y a la division internationale du travail et l'échange international des produits. Cette division a toujours été très relative, « mais, en général, on peut dire que la production et le marché mondial se basent sur elle et que la production est partagée plus ou moins en parties égales entre les divers pays. La guerre a tout à fait désaxé cette division du travail mondial ». « Les forces principales de la production mondiale ne se trouvent plus en Europe, mais en Amérique. Si l'Europe souffre d'anémie, l'Amérique des Etats-Unis ne souffre pas moins d'hypertrophie. »

En tout cas, l'équilibre du marché mondial n'est pas retrouvé.

D'une très grande importance pour l'équilibre de la société capitaliste sont les relations internationales entre les divers Etats. Mais le désarroi international n'a jamais été plus grand qu'aujourd'hui. A la place de l'ancienne Autriche-Hongrie existent une dizaine de ligues de douane. Ce particularisme des petits Etats aux frontières étroites et leur système douanier sont un formidable anachronisme, une résonnance stupide du Moyen Age dans le vingtième siècle. Les Etats balkaniques sont barbarisés et l'Europe est balkanisée. « Il est indispensable, pour le rétablissement de la vie économique de l'Europe, que le minerai français et le charbon allemand soient combinés. Mais le capitalisme anglais s'efforce d'empêcher cette combinaison. » Trotsky démontre que l'affaiblissement du capitalisme anglais, provoqué par la guerre, augmente automatiquement et relativement les forces politiques du capitalisme français. Un autre grand danger pour l'équilibre de la société capitaliste s'est formé par l'opposition de l'Angleterre et du Japon contre les Etats-Unis d'Amérique et tout spécialement par la question de l'armement maritime. « En 1924, la flotte des Etats-Unis ne sera pas seulement plus forte que celle de l'Angleterre, mais encore plus forte que celles de l'Angleterre et du Japon réunies — si ce n'est pas par son tonnage, ce sera en tout cas par sa force réelle. »

Au commencement de l'année 1914, c'est-à-dire au moment de la plus haute tension de la paix armée, il y avait sept millions de soldats sous les drapeaux. Au commencement de l'année 1921, il y en avait onze millions.

Tant que l'opposition et les divergences entre les Etats gardent de pareilles proportions, on ne peut parler du rétablissement de l'équilibre de la société capitaliste.

Ces contradictions se sont aggravées par les difficultés qui subsistent dans le sein des divers pays. L'Angleterre est appauvrie. La productivité de son travail a diminué. La production et l'exportation à l'étranger sont réduites à des proportions minimes. L'exportation du charbon, en 1920, n'atteint qu'un tiers de celle de 1913. En France, les années 1920 et 1921 montrent quelque amélioration ; mais le bilan de l'échange international est toujours passif dans une forte mesure et beaucoup inférieur à celui de 1913. La production industrielle et agricole est beaucoup moindre en comparaison avec celle de la période d'avant-

(1) Lire, dans le numéro 1 du *Bulletin Communiste* (5 janvier 1922), l'étude de K. Kreibich, sur cet ouvrage.

guerre. Et si la France de 1921 est, sur certains points, économiquement plus forte que la France de 1919, c'est surtout grâce au pillage de l'Allemagne. Mais, du point de vue international, cette amélioration n'est qu'imaginaire, elle n'est qu'une transposition des richesses et non une production réelle.

Et l'Allemagne, enfin ! De tous les grands Etats capitalistes, l'Allemagne est celui qui est le plus affaibli par la guerre. Le total de la fortune du peuple allemand, de l'Etat et de tous les citoyens, a diminué dans une proportion de 55 à 60 %. « Pour assainir la vie économique de l'Allemagne », dit Trotsky, « il faudrait hausser la valeur du mark, c'est-à-dire en finir avec l'émission de nouveaux billets de banque et diminuer le nombre des billets en circulation. Pour en arriver là, il faudrait déclarer l'annulation des dettes de guerre et avouer ouvertement la banqueroute de l'Etat. Mais ces mesures provoqueraient inévitablement un désordre formidable, détruiraient l'équilibre politique et déclencheraient une âpre lutte pour la répartition de la fortune nationale et des revenus. »

Ici nous touchons à un nouveau problème important, à une autre condition *sine qua non* du capitalisme : l'équilibre politique. En recherchant l'équilibre économique la bourgeoisie détruit inévitablement l'équilibre politique. « Reconstituer l'appareil économique, ce n'est possible qu'en diminuant la production des objets de consommation et en augmentant celle des moyens de production. L'accumulation du capital doit atteindre un degré plus élevé, le travail doit être plus intense, les salaires plus bas. Pour améliorer la valeur du mark encore faut-il améliorer le bilan du commerce avec l'étranger, c'est-à-dire il faudrait moins d'importation et plus d'exportation et par conséquent moins de consommation et davantage de production, et toujours une intensité plus grande du travail et un taux plus bas de salaires. Chaque pas que la bourgeoisie peut faire dans le chemin du rétablissement de son régime économique provoque une exploitation plus lourde du prolétariat et l'incite à l'opposition. » Ainsi des luttes de plus en plus âpres pour et contre les salaires et les impôts surgissent et l'équilibre politique devient de plus en plus chancelant.

En somme, les bases fondamentales de la société capitaliste, les forces économiques sont très restreintes et en même temps l'élément subjectif, le prolétariat, est croissant en nombre et en conscience de classe : le fossoyeur du capitalisme devient de plus en plus fort. « Nous avons vu l'Allemagne et d'autres pays reculer de 20-30 ans dans le domaine économique. Est-ce qu'on peut dire la même chose de l'antagonisme des classes ? Point du tout ! Le nombre des prolétaires et leur agglomération dans les villes, ainsi que la concentration du capital, le perfectionnement de ses organismes — tous ces événements avaient commencé avant la guerre ; pendant et après la guerre ils précipitèrent encore leur mouvement en avant.

« Nous voyons deux courants dans le développement historique : la fortune et le revenu national vont en diminuant ; mais l'antagonisme des classes ne régresse pas, bien au contraire. Le nombre des prolétaires augmente, les capitaux se concentrent de plus en plus, les banques s'unissent, les industries forment des trusts... La lutte des classes et des groupes autour de la répartition du revenu national s'accroît rapidement. »

« La situation mondiale et les perspectives de l'avenir ont un aspect très révolutionnaire », con-

clut Trotsky dans la première partie de son livre.

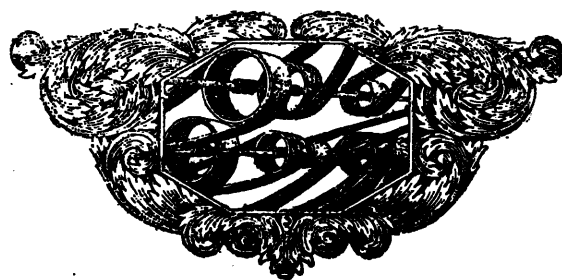
Dans la suite, Trotsky traite les problèmes de la *stratégie révolutionnaire*. Il attire l'attention sur les mille difficultés devant lesquelles se trouve le militant révolutionnaire. Il parle des dangers qu'on risque en simplifiant trop par la pensée la diversité infinie des événements sociaux. Il déclare d'une importance capitale la compréhension de la multiplicité de la vie sociale. S'il est d'une grande difficulté de trouver le chemin droit dans le pêle-mêle que constitue la société capitaliste en déformation, il est néanmoins d'une nécessité primordiale pour le militant révolutionnaire de saisir toute la complexité des choses. Rien ne serait plus faux que de réduire à des formules trop simplistes les problèmes compliqués devant lesquels nous pose notre devoir historique.

Si la bourgeoisie est économiquement affaiblie, sa volonté de défense contre toute attaque du prolétariat s'est fortifiée pendant ces trois, quatre dernières années. Elle est décidée de conserver à tout prix ses privilèges de classe ; sa conscience de classe est plus forte et plus claire que jamais. C'est justement la grandeur du danger dans lequel elle se trouve depuis la guerre qui a forgé sa volonté de résistance et de défense. Jamais dans l'histoire de la bourgeoisie la stratégie contre-révolutionnaire n'avait atteint un pareil degré.

Toutes ces raisons mettent le prolétariat dans la nécessité d'apprendre la tactique et la stratégie de la lutte révolutionnaire dans toute leur ampleur, de ne jamais cesser dans la critique et l'autocritique. « Le communisme est une armée vivante, active, croissante, manœuvrante du prolétariat, laquelle dans son processus d'avancement doit tenir compte des conditions variables de la lutte. »

« Si la 3^e Internationale dans son troisième Congrès traita dans une si large mesure les questions de tactique, c'est parce qu'elle a fait un grand pas en avant : de la période de constitution théorique et organique où elle était elle a passé à la période où — en tant qu'organisation des masses — elle doit s'occuper des problèmes urgents de l'action révolutionnaire et de ses diverses formes. »

J.



SECOURONS
NOS FRÈRES
DE RUSSIE

LA VIE DU PARTI

COMITÉ DIRECTEUR

5^e Séance (24 Janvier)

Présents : Cartier, Dondicol, Frossard, Garchery, Jean Renaud, Lucie Leiciague, Lévy, Méric, Paul Louis, Rappoport, Renoult, Soutif et Verfeuil, titulaires.

Auclair, Bestel, Dormoy, Philippe et Servantier, suppléants. Fégy, représentant des Jeunesses.

Excusés : Cachin, Pioch et Tommasi.

Les camarades Brodel et Souvarine ayant donné leur démission de membres du Comité Directeur, les citoyens Bouthonnier et Hattenberger qui, au Congrès de Marseille, étaient arrivés en tête des candidats non élus, sont appelés à les remplacer.

Rappoport et Lucie Leiciague demandent que l'on précise le mandat à donner aux délégués qui représenteront le Parti français à la Conférence Internationale du 1^{er} février.

Après un débat auquel participent Paul Louis, Renoult, Auclair, Verfeuil et Frossard, le Comité Directeur décide que ce mandat se trouve suffisamment précisé dans la résolution qu'a adoptée la Conférence des secrétaires fédéraux.

Frossard donne ensuite lecture de divers documents concernant le mouvement communiste international ainsi que d'une lettre de Souvarine et d'un télégramme du Comité Exécutif.

Après discussion, il est entendu, à l'unanimité moins deux voix, que le Comité Directeur ne remplacera pas immédiatement Souvarine au Comité Exécutif et attendra le retour des délégués à la Conférence Internationale pour savoir s'il y a lieu de considérer sa démission comme définitive.

Le Comité Directeur décide ensuite d'examiner, au cours d'une prochaine séance, la situation du Bulletin Communiste.

Le secrétaire administratif : Edmond SOUTIF.

6^e Séance (2 Février)

Présents : Marthe Bigot, Cartier, Dondicol, Frossard, Gourdeaux, Renaud Jean, Lucie Leiciague, Georges Lévy, Méric, Paul Louis, Rappoport, Soutif et Verfeuil, titulaires.

Auclair, Dormoy, Servantier, suppléants.

Fégy et David, représentants des Jeunesses.

Excusés : Garchery, Bestel, Philippe et Pioch.

Le camarade Bouet ayant donné sa démission de membre du C. D. parce qu'il lui est impossible d'assister aux réunions, le citoyen Paquereaux, qui figure le premier sur la liste des candidats non élus, est appelé à le remplacer.

Frossard donne lecture de diverses communications émanant du Comité Exécutif de l'Internationale et du citoyen Lafont.

L'Internationale de Vienne a invité le Parti à se faire représenter à la Conférence Internationale qu'elle a convoquée à Paris pour le 3 février. A l'unanimité et sans discussion, le C. D. décide que cette invitation ne comporte aucune réponse.

Le manifeste publié dans l'Humanité du 1^{er} février sous la signature des Partis français et allemand, provoque l'ouverture d'un débat.

Frossard, Paul Louis, Soutif, Leiciague, Auclair, Lévy, Verfeuil, Dormoy, Dondicol, Renaud Jean, Méric, Rappoport et Servantier participent à ce débat, à l'issue duquel l'ordre du jour suivant, présenté par Frossard, est adopté à l'unanimité moins trois abstentions.

Le Comité Directeur décide qu'à l'avenir les représentants du Parti ne pourront engager le Parti que dans la limite de leur mandat ; ils devront en référer au Comité Directeur avant de donner leur adhésion à toute proposition qui déborderait le cadre des décisions souveraines des Congrès. En ce qui concerne notamment le programme minimum qui accompagne la déclaration commune des Partis français et allemand sur les réparations, le Comité Directeur estime que ce programme ne pourra être considéré comme définitif avant d'avoir reçu la sanction d'une assemblée nationale du Parti.

Se sont abstenus sur cet ordre du jour : les citoyens Auclair, Fégy et David.

Le C. D. examine ensuite la situation du Bulletin Communiste. Après avoir entendu Méric, Leiciague, Paul Louis, Auclair, Rappoport et Frossard, il décide que la direction de ce Bulletin sera désormais confiée à un Comité composé des citoyens Dunois, Frossard, Lorient, Paul Louis et Rappoport.

La composition de ce Comité de direction est approuvée à l'unanimité, moins la voix d'Auclair. Ce dernier aurait voulu en effet que chacune des tendances du Parti fût représentée au sein du Comité ; et il regrette que la tendance de gauche n'ait aucun représentant.

Les membres de ce Comité rédigeront à tour de rôle l'article leader et se réuniront chaque semaine pour examiner la matière du numéro à paraître.

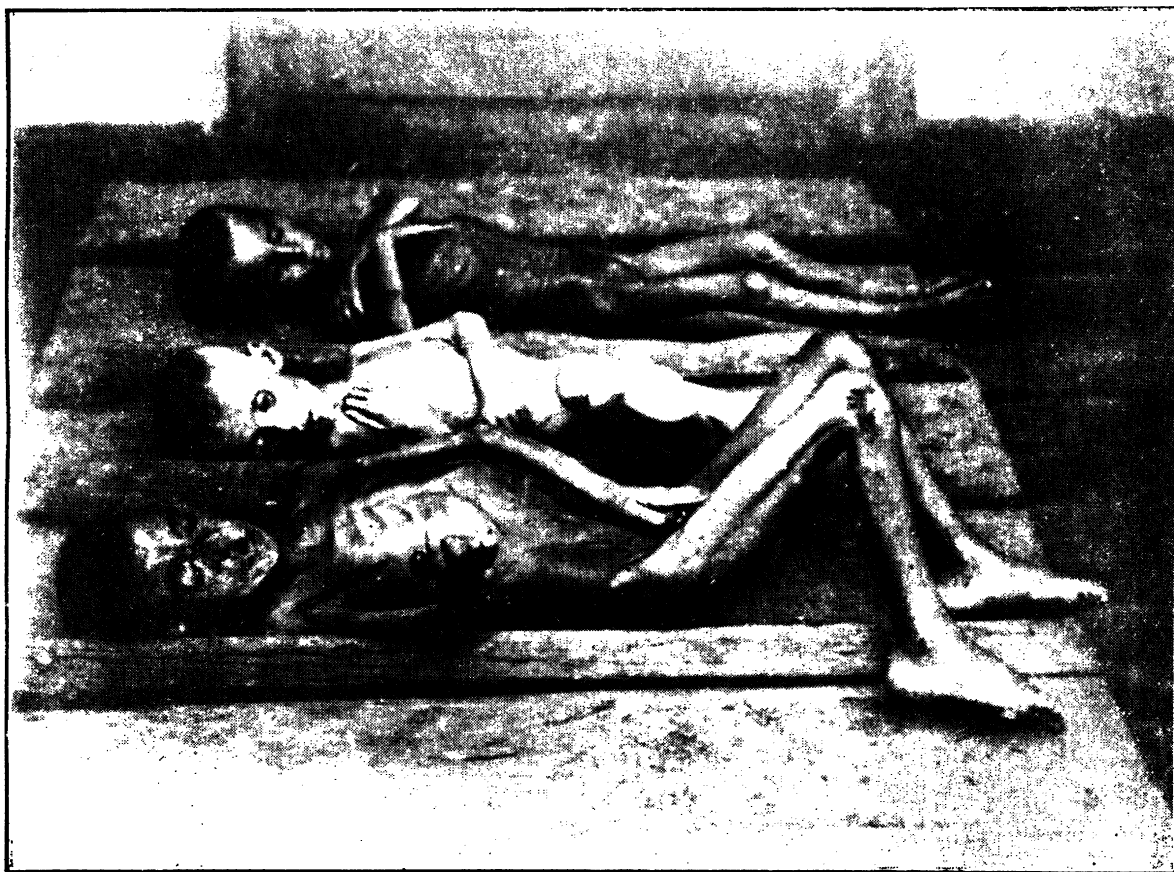
Sur la proposition de la citoyenne Leiciague, il est entendu que la Commission syndicale du C. D. se réunira d'urgence pour rechercher les moyens d'intensifier la lutte contre l'impôt sur les salaires.

A la demande de Rappoport, Dondicol et Soutif fournissent divers renseignements concernant le fonctionnement du Comité d'assistance au peuple russe.

Marthe Bigot, Frossard, Rappoport, Soutif et Verfeuil sont désignés pour représenter le C. D. au sein de la Commission mixte constituée par ce Comité et le groupe parlementaire, pour l'examen des problèmes législatifs.

Le C. D. sera en outre représenté au Conseil National de la Fédération des Jeunesses communistes par

PORTONS SECOURS A NOS FRÈRES DE RUSSIE



LES RAVAGES DE LA FAMINE EN RUSSIE

Servantier et Gourdeaux (délégués titulaires) et par Verfeuil (délégué suppléant).

Le groupe parlementaire désignera l'un de ses membres comme gérant du Conscriit.

Le secrétaire administratif :
Edmond SOUTIF.

N. B. — Au cours de la séance du 24 janvier, la citoyenne Leiciague a formulé le regret que le secrétariat du Parti ait adressé à la *Correspondance Internationale* aux fins d'insertion, une lettre écrite par sur le Congrès de Marseille. Frossard lui a rappelé que le C. D. avait décidé, à l'unanimité, de transmettre à la *Correspondance Internationale* les rectifications que Pioch estimait devoir apporter à l'article de Neumann.

A travers la Presse Communiste

Robert Tourly, dans le *Franc-Parleur* (Beauvais), approuve la thèse agraire votée à Marseille. Il n'y a pas, dit-il, dans le travail agricole une délimitation aussi nette que dans l'industrie entre exploités et exploités. Le petit fermier cultivant lui-même son champ est un propriétaire tout comme le journalier ou le domestique qui loue ses bras.

R. Tourly (et il a cent fois raison) ne veut pas que le Parti Communiste ne s'adresse, presque exclusivement, qu'au petit propriétaire ou au petit fermier ou métayer. Il doit s'intéresser dans une mesure au moins égale au prolétariat agricole proprement dit. Sur celui-ci pèse la pire exploitation :

La l'action du parti doit s'exercer le plus vigoureusement. C'est particulièrement dans la grosse exploitation industrialisée, chez les puissants seigneurs terriens que la vie des ouvriers est profondément triste. La journée de travail n'a pas de durée fixe, en été. Le repos hebdomadaire est inconnu ; seul est régulier à peu près le repos du dimanche après-midi ! Dans les grosses fermes de la Brie, où le rendement est poussé à l'extrême, le salaire d'un ouvrier, souvent chargé de famille, n'atteint pas quatorze francs par jour ! Les bénéfices réalisés par les hobereaux sont incalculables. Il semble que la dureté de ces seigneurs orgueilleux augmente en raison de leurs profits. Même situation dans la Sarthe, dans le Soissonnais, dans une partie de l'Oise, avoisinant Crépy-en-Valois et Nanteuil-le-Haudouin... Le Parti Communiste a là tout un champ d'action des plus intéressants qui appelle immédiatement son activité.

Il faut qu'il se préoccupe de toucher ces pauvres diables, qui mènent une véritable vie de bêtes. Ils sont la plupart du temps isolés, sans groupement pour les défendre, sans possibilité de s'instruire, ne lisant pour ainsi dire jamais. Répandons les tracts à profusion, sans nous lasser. Le grain semé, il lèvera. Nos réunions seront ensuite facilitées et les groupements deviendront possibles.

VIENT DE PARAÎTRE ET SADOUL?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAÎSSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

VIENT DE PARAÎTRE :

Maurice PAZ

Les Révoltes de la Mer Noire

Préface de Pierre MONATTE

Une brochure : 0 fr. 40 ; franco! 0 fr. 45 ;
le cent franco! : 32 francs.

Adresser les commandes à la Librairie de l'Humanité.

LIRE :

Tous les matins

L'Humanité

Tous les soirs

L'Internationale

Toutes les semaines

Le Bulletin Communiste

La Voix Paysanne

Tous les quinze jours

L'Avant-Garde



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2°)
Georges Dangon, imprimeur.